

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au ministre des Transports. Se propose-t-il de s'intéresser à ce projet d'augmentation des taux de transport de la potasse? A-t-il reçu des instances et, dans l'affirmative, que se propose-t-il de faire?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, aucune instance ne m'a été faite directement. Cependant, je crois savoir que les autorités de la Saskatchewan ont pris contact avec la Commission canadienne des transports. Aussi je pense qu'une rencontre est prévue entre des représentants du gouvernement de la Saskatchewan et des chemins de fer et qu'elle aura lieu lundi ou mardi.

M. John Burton (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, je voudrais adresser au ministre de l'Industrie et du Commerce une question complémentaire. Le gouvernement a-t-il l'intention ou envisage-t-il sérieusement, de concert, éventuellement, avec le gouvernement de la Saskatchewan, de mettre sur pied un Office de l'exportation chargé d'assurer la vente de la potasse et de trouver de nouveaux débouchés, par exemple dans les pays de l'Europe orientale?

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, cette question sera évoquée dans ce que je serais tenté de qualifier de prise de position du gouvernement sur ce problème.

M. Burton: Monsieur l'Orateur, le gouvernement a-t-il établi si le prix minimum de \$18.75 la tonne fixé par la province de la Saskatchewan pour la potasse complique la tâche de parer aux dispositions anti-dumping des États-Unis? Fait-il des instances à ce sujet au gouvernement de la Saskatchewan?

L'hon. M. Pepin: Toute cette question est très épineuse, monsieur l'Orateur.

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Le gouvernement canadien cherche-t-il à défendre les intérêts des Canadiens dans cette affaire, dans la mesure où la décision de la commission du tarif des États-Unis va jouer contre le Canada? C'est sur ce point-là en particulier que, selon moi, le gouvernement fédéral devrait entamer des pourparlers avec le gouvernement des États-Unis.

L'hon. M. Pepin: Des entretiens poussés ont eu lieu avant que le gouvernement des États-Unis prenne la décision. J'ai téléphoné personnellement au secrétaire au Trésor des États-Unis, de sorte que les États-Unis ont

[Le très hon. M. Trudeau.]

pris la décision après que le point de vue canadien leur eût été exposé.

M. Burton: Monsieur l'Orateur, vu l'urgence et l'importance de la question, le ministre de l'Industrie et du Commerce songerait-il à faire prochainement une déclaration à ce sujet à l'appel des motions?

L'hon. M. Pepin: J'y songerai, monsieur l'Orateur.

LES FINANCES

LA HAUSSE DES BÉNÉFICES BANCAIRES

M. Max Saltsman (Waterloo): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Elle découle d'une déclaration de ce matin, selon laquelle les bénéfiques de la Banque de Montréal auraient augmenté de près de 20 p. 100. C'est la troisième banque à faire une déclaration de ce genre. Vu la politique de restriction du gouvernement, le ministre a-t-il formulé des objections à l'égard des taux pratiqués par les banques et de ces augmentations excessives? S'il l'a fait, peut-il nous dire ce qu'on lui a répondu?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Il est difficile de formuler des objections à ceux dont les bénéfiques ont augmenté. J'espère que mon honorable ami a remarqué que la part fiscale qui revient au gouvernement fédéral des bénéfiques de la Banque de Montréal s'est élevée à 37 millions de dollars, plus de la moitié des bénéfiques. Les actionnaires en profiteront, mais le gouvernement et le peuple du Canada aussi, grâce aux impôts prélevés.

M. Saltsman: Monsieur l'Orateur, la réponse du ministre laisse-t-elle entendre qu'il a pour règle d'encourager les banques canadiennes à faire des bénéfiques?

M. l'Orateur: A l'ordre. La question de l'honorable député prête clairement à la discussion.

M. Woolliams: Une question supplémentaire...

M. Saltsman: Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire de tout repos...

M. l'Orateur: A l'ordre. La parole est à l'honorable député de Calgary-Nord.

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, la politique du gouvernement est-elle de favoriser des taux d'intérêt élevés afin de pouvoir exiger plus d'impôts des banques?

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur...